

Opération « eau propre » en Chine

À la suite de la présentation des résultats du premier recensement des sources de pollution en Chine, le gouvernement a indiqué vouloir assainir les pratiques agricoles. Ce recensement fait en effet apparaître l'agriculture comme la principale source de pollution de l'eau dans le pays, par le biais de l'usage massif d'intrants chimiques depuis les années 1980. L'accroissement de la population, les pressions de groupes industriels de la chimie, les modifications des régimes alimentaires et le fort développement économique du pays ont contribué à restreindre fortement les réserves d'eau non polluées. Or, si l'agriculture représente une part de plus en plus faible de la population active (40 %), elle continue de générer 11 % du PIB national. Elle reste donc une variable importante de l'économie du pays.

Un premier recensement national des sources de pollution, mené pendant deux ans et dont les résultats ont été diffusés en février 2010, arrive à la conclusion que l'agriculture chinoise menace les ressources en eau. L'information est suffisamment inédite, dans un pays souvent hermétique et au développement économique sans frein, pour qu'on y prête attention. Et les 100 millions de dollars et 570 000 personnes investis dans cette opération le confirment : le gouvernement chinois, commanditaire, semble mesurer le coût économique de la destruction de l'environnement. Il se donne un an pour mettre en place des mesures de diminution des pollutions et octroie, dès 2010, 93 milliards de yuans (plus de 10 milliards d'euros) supplémentaires à l'agriculture par rapport à 2009.

Que ressort-il de ce recensement ? L'agriculture chinoise représente la moitié des sources de pollution totales et utiliserait 40 % d'intrants de plus que les doses habituellement nécessaires. Les fertilisants et les pesticides employés pour forcer et protéger les cultures seraient plus néfastes pour l'environnement que les rejets industriels¹. Les années 1980 ont en effet vu le développement d'une agriculture intensive, accompagné d'une utilisation massive et souvent anarchique de produits chimiques, destinés à accroître les rendements. Beaucoup de paysans, notamment dans le sud du pays, utilisent ces additifs pour valoriser des surfaces d'environ un demi-hectare. Ces pratiques agricoles agressives se déclinent à l'échelle d'un immense territoire, encore largement rural. La terre, qui employait 80 % de la population chinoise dans les années 1960, n'occupe plus aujourd'hui qu'environ 40 % des actifs, de plus en plus spécialisés professionnellement et donc tentés de recourir à des procédés industriels. Leur agriculture, empêchée par un certain nombre de contraintes naturelles, reliefs, climats, avancées des déserts, principalement installée dans la partie Est du territoire, a pour mission de nourrir une population de plus d'un milliard d'habitants. Une mission impossible à réaliser sans la mécanisation des exploitations, ni sans ces engrais et pesticides.

1. Jonathan Watts, "Chinese farms cause more pollution than factories, says official survey", *The Guardian*, 09-02-2010, <http://www.guardian.co.uk/environment/2010/feb/09/china-farms-pollution>

Cette étude montre que trois décennies de pratiques agricoles intensives ont laissé des traces dans l'environnement, et notamment dans l'eau. Ainsi, 67 % des rejets de phosphates, 57 % des nitrates et près de la moitié de la demande chimique en oxygène (DCO), marqueur du degré de pollution des eaux², proviennent de l'agriculture. Celle-ci participerait donc activement à une pollution qui touche 95 % des nappes phréatiques et 70 % des lacs et des rivières, estimations antérieures à l'étude³. Une autre étude, parue quelques jours plus tard dans la revue Science, montre que l'usage croissant de fertilisants azotés entraîne une acidification des sols⁴.

Les industriels de la chimie – par exemple CNOOC ou China BlueChemical Limited (China BlueChem), leaders des fertilisants azotés – contribuent indirectement, par des campagnes publicitaires très offensives, à polluer les ressources en eau. La multiplication des troupeaux et des fermes aquacoles, pour répondre aux nouveaux attraits alimentaires d'une population portée anciennement sur les céréales pèse également sur l'environnement.

En 2007, une étude de moindre ampleur avait été menée, mais qui ne tenait pas compte des pollutions agricoles. Entre-temps, certaines mesures ont été mises en place, comme les 30,5 millions de digesteurs construits jusqu'à fin 2008 pour réduire les pollutions des fermes d'élevage. Une autre étude, présentée début 2010 par l'université agricole de Pékin, montre la forte acidité des sols en culture depuis les années 1980⁵. Sur fond de crise économique mondiale et de débat sur le réchauffement climatique, la Chine a tout intérêt à donner des premiers signes de prise en compte de l'environnement pour être plus en phase avec les exigences des pays importateurs au niveau mondial. Cela commence par la transmission de ces statistiques⁶ sur les sources de pollution, qui devraient déboucher sur une prévention et des contrôles efficaces et à long terme dans le pays. Cela passe aussi par des mesures concrètes pour l'environnement et la santé. Quelques-unes ont d'ailleurs été annoncées, pour l'agriculture : la prévention et le contrôle de la pollution d'origine agricole, la réduction de l'usage des intrants et l'amélioration de leur qualité, la réduction de la consommation d'eau dans les rizicultures⁷, etc. Le gouvernement chinois a enfin indiqué, à l'issue de ce recensement, vouloir se donner un an pour étudier les résultats et mettre en place un plan quinquennal afin d'équilibrer développement économique et protection de l'environnement.

La Chine s'inscrit progressivement dans le vaste mouvement de mondialisation des questions environnementales qui engendre une certaine transparence et une prise de conscience d'enjeux autres que ceux directement liés aux marchés. Par ailleurs, les scandales qui ont éclaté ces dernières années, liés aux denrées alimentaires chinoises, laissent penser que la Chine souhaite rassurer la communauté internationale sur sa capacité à produire des aliments sains. Pour autant, en avril 2010, le gouvernement sécurise avant tout son approvisionnement en se fixant pour objectif de produire plus de 550 millions de tonnes de céréales en 2020, soit 50 millions de tonnes en plus sur 12 ans. Une volonté qui risque d'entrer en contradiction avec le plan quinquennal en faveur de l'environnement annoncé.

Catherine Rivoal

Chargée de mission International et mondialisation

Centre d'études et de prospective

catherine.rivoal@agriculture.gouv.fr

2. Sur la demande chimique en oxygène, voir : <http://www.drire.gouv.fr/haute-normandie/environnement/Bilan/CHAPITRE%2021.html>

3. Frédéric Koller, « En Chine, la guerre de l'eau aura bien lieu », *Le Temps*, 06-01-2006.

http://www.fsa.ulaval.ca/personnel/vernag/eh/F/cause/lectures/chine_la_guerre_de_l%27eau.htm

4. Jeremy Hance, "Chinese farming practices are acidifying soil", 11-02-2010

http://news.mongabay.com/2010/0211-hance_acidsoils.html

5. <http://www.allvoices.com/contributed-news/5536491-sustainable-agriculture-green-energies-and-the-circular-economy>

6. La fiabilité des données statistiques chinoises a toujours été discutée du fait de la tradition de planification de l'économie et de l'utilisation des statistiques officielles comme indicateurs de résultats liant les exécutifs provinciaux.

7. Jim Harkness, "China's water challenges", <http://iatp.typepad.com/thinkforward/china/>